

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions - TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT/CE DOCUMENT CONTIENT
UNE EXIGENCE DE SÉCURITÉ

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services Division / Division
des services professionnels en informatique
Les Terrasses de la Chaudière
10, rue Wellington, 4ième
étage/Floor
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet TBIPS - IT Services		
Solicitation No. - N° de l'invitation G9292-176717/B		Amendment No. - N° modif. 009
Client Reference No. - N° de référence du client G9292-176717		Date 2019-04-24
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZM-380-34738		
File No. - N° de dossier 380zm.G9292-176717	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-05-14		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Cook, Gail		Buyer Id - Id de l'acheteur 380zm
Telephone No. - N° de téléphone (613) 858-9369 ()		FAX No. - N° de FAX (819) 956-2675
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: EMPLOYMENT AND SOCIAL DEVELOPMENT CANADA		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

MODIFICATION N° 009

La présente modification vise à répondre aux questions des soumissionnaires.

QUESTIONS ET RÉPONSES :

Question 101 :

En ce qui a trait au CTC1, l'État a confirmé que les soumissionnaires peuvent tirer profit de contrats non liés aux SPICT avec des rôles semblables à ceux de chaque volet de la demande de soumissions.

L'énumération des tâches en fonction de catégories de ressources est exclusive aux contrats du secteur public. Les sociétés d'État et les employeurs du secteur privé nous demandent souvent de fournir des ressources selon des catégories de ressources plus générales définies par l'expérience (p. ex. Consultant principal) et demandent des produits à livrer particuliers (p. ex. des plans de reprise des activités après un désastre, des calendriers de diffusion).

Pour démontrer le placement de ressources semblables, l'État peut-il confirmer que les soumissionnaires peuvent démontrer le placement de ressources semblables pour l'exigence CTC1 comme suit :

- établir une correspondance entre les tâches de l'EDT et un produit à livrer et/ou des exigences connexes dans un contrat; et
- démontrer que la ressource possède 10 ans et plus d'expérience.

Réponse 101 :

Le Canada acceptera la mise en correspondance de tâches définies dans l'EDT à des livrables ou des exigences stipulées dans un contrat et démontrer que la ressource a plus de 10 ans d'expérience dans la catégorie des ressources similaires.

Question n° 102 :

La modification n° 6 soulevait de nombreuses questions concernant le niveau de catégorie de ressources requis pour répondre au CTC1 pour les deux volets. La modification n° 5 et ses critères d'évaluation révisés n'ont pas précisément clarifié la question. Pourriez-vous confirmer si la démonstration d'une même catégorie de ressources des SPICT (c.-à-d. B.14 Rédacteur technique) exige l'identification d'une ressource au même niveau (c.-à-d. Niveau 3)? Par exemple, si un soumissionnaire proposait une ressource préalablement identifiée comme B.14 Rédacteur technique au niveau 1 (même catégorie des SPICT, mais niveau différent de celui exigé dans la DP), le soumissionnaire recevrait-il des points pour cette ressource, puisque celle-ci serait automatiquement considérée comme correspondant à 80 % aux tâches de l'EDT pour cette exigence? Serait-elle plutôt considérée comme appartenant à une « catégorie semblable » en raison du niveau différent, et devrait-elle être mise en correspondance?

Réponse n° 102 :

Pour les catégories de ressources identiques, le Canada considérera automatiquement que les catégories de ressources mentionnées, obtenues par l'entremise du mécanisme de passation des marchés des SPICT, correspondent à 80 % aux tâches énoncées dans la l'EDT pour cette exigence si la catégorie et le niveau de ressources sont les mêmes. Si la catégorie de la ressource est la même que la catégorie des SPICT, mais à un autre niveau que celui exigé dans la DP, elle sera considérée comme une catégorie de ressource semblable. Pour une catégorie de ressource semblable, la mise en correspondance et la démonstration de plus de dix ans d'expérience sont exigées.

Solicitation No. - N° de l'invitation
G9292-176717/B

Amd. No. - N° de la modif.
009

Buyer ID - Id de l'acheteur
380zm

Client Ref. No. - N° de réf. du client
G9292-176717

File No. - N° du dossier
380zmG9292-176717

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Question n° 103 :

L'État peut-il confirmer que pour une catégorie **semblable** au **même niveau** (niveau 3), les soumissionnaires ne sont **pas** assujettis à l'exigence de démontrer 10 ans d'expérience?

Réponse n° 103 :

Pour une catégorie de ressource semblable et au même niveau (niveau 3), les soumissionnaires sont assujettis à l'obligation de démontrer plus de dix ans d'expérience.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.